

***Lettre ouverte aux participants à la « Conférence de lancement du volume
complémentaire du CECR avec de nouveaux descripteurs »,
Strasbourg, 16-18 mai 2018***

A Mr. Sjur Bergan, Head of Division / *Chef de la Division*, Higher Education and Research Division of the Council of Europe / *Division de l'Enseignement supérieur et de la recherche du Conseil de l'Europe*

A M. Villano Qiriazzi, Head of Education Policies / *Chef de la Division des Politiques Educatives*

Acteurs impliqués dans l'enseignement des langues, dans leur diffusion, dans la formation des enseignants, dans la recherche en didactique des langues, nous avons été à ces divers titres en relation avec le *Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues* mis en place depuis 2001 par le Conseil de l'Europe, reconnu ensuite par l'Union européenne. Nous avons expliqué, commenté, préconisé, mis en œuvre, défendu et/ou critiqué cet outil dont l'originalité était de penser une structure aussi bien théorique que programmatique, qui se veut transversale aux langues enseignées en Europe, qu'elles soient langues nationales, régionales, européennes ou non, à un moment où l'élargissement politique à l'Est de l'Europe était en cours. La force de cet outil a aussi été perçue hors de l'Europe où il a été discuté, et parfois décalqué. Enfin, il a généré différentes productions et réflexions didactiques (par exemple *Le Portfolio européen des langues*), entre autres dans des lieux spécifiques comme le Centre Européen des langues vivantes.

Cette vigueur, cette influence, mais aussi une certaine légitimité politique, tiennent largement à un processus de construction progressive tout au long des années 1990, sur un socle substantiel fait de rapports préliminaires publiés et commentés, de rencontres et de consultations entre acteurs de différents niveaux. Au fil des années, mis à l'épreuve de la diversité des situations et des enjeux de l'enseignement/apprentissage des langues, des choix en matière de politiques éducatives à différents niveaux d'intervention, des mutations politiques et économiques de ces deux dernières décennies, les orientations qu'il a contribué à promouvoir ont fait germer des réflexions, des aménagements, des critiques.

Le CECR a récemment été complété par un volume dit « Compagnon ». Dans un courrier en date de mai 2017, des acteurs concernés par l'enseignement et l'apprentissage des langues en Europe, regroupant associations, enseignants, enseignants-chercheurs (87 signatures individuelles et 7 signataires institutionnels), ont adressé à la Division de l'Enseignement supérieur et de la recherche du Conseil de l'Europe et à la Division des Politiques Educatives une Tribune intitulée *The expanded CEFR project: a not so good initiative by the Council of Europe* / *Le projet d'amplification du CECR : une fausse bonne initiative du Conseil de l'Europe*. La Tribune faisait état d'un certain nombre de nécessaires points de vigilance, liés aux implications éthiques, politiques et scientifiques de cette amplification, mais aussi à ses

possibles usages voire instrumentalisations, a fortiori dans le cadre du déplacement des questionnements dans l'Europe des années 2010-20, que ce cadre « amplifié » ne reprend qu'à la marge. La Tribune demandait également, et en conséquence, une consultation sur le caractère opportun d'un tel projet, mieux structurée et préalable à la diffusion massive de cette amplification.

L'alerte collective lancée par notre Tribune est restée sans réponse de ses destinataires.

Nous constatons par ailleurs que, loin de la fertilité des débats qui ont produit le CECR, la consultation organisée par le Conseil de l'Europe pour produire cette « amplification » n'a prévu aucun espace pour discuter les fondements, les principes, bref la pertinence même du projet, au regard notamment des possibles instrumentalisations dont il peut faire l'objet.

Malgré ces différents points qui devraient attirer l'attention de tou.te.s et supposer une certaine prudence, ce projet bénéficie pourtant maintenant d'un lancement officiel et largement diffusé, comme l'attestent par exemple le webinaire « *Le volume complémentaire du CECR et les considérations pratiques pour sa mise en œuvre* » organisé en janvier 2018, ou encore la conférence pour le lancement du volume complémentaire du CECR avec de nouveaux descripteurs « *Construire des sociétés inclusives par l'enrichissement d'une éducation plurilingue et interculturelle* » organisée à Strasbourg du 16 au 18 mai 2018.

Nous ne doutons pas du fait que le Conseil de l'Europe, par ses missions et par son histoire mêmes, est particulièrement soucieux du respect du dialogue démocratique dans la construction de ses projets. Il est par conséquent directement responsable, en tant qu'institution démocratique et garante de la démocratie, de permettre l'expression et la prise en compte d'une diversité de positionnements, notamment lorsque ceux-ci sont dissensuels.

C'est sur la base de ce principe fondamental que nous demandons à ce que la présente *Lettre ouverte*, et la *Tribune* qui en constitue l'origine, soit portées à la connaissance des participants, lors de la conférence de lancement sus-citée, dans la perspective qu'un débat ouvert et dialectique puisse ultérieurement être engagé avec le Conseil de l'Europe et les signataires de la Tribune.

Le 10 mai 2018,

ACEDLE (*Association des chercheurs et enseignants didacticiens des langues étrangères*)
ASDIFLE (*Association de didactique du français langue étrangère*)
Transit-Lingua (*Association Travaux en Réseaux, Approches Nouvelles en Situations Interculturelles et Transnationales*)

**Open letter to participants at the “Launching Conference of the CEFR
Companion Volume with New Descriptors”, Strasbourg (France)
16-18 May 2018**

Attention:

Mr. Sjur Bergan, Head of Division / *Chef de la Division*, Higher Education and Research Division of the Council of Europe / *Division de l'Enseignement supérieur et de la recherche du Conseil de l'Europe*

M. Villano Qiriazzi, Head of Education Policies / *Chef de la Division des Politiques Educatives*

As actors involved in teaching of languages, in their dissemination, in teacher training and in language pedagogy research, it is in these diverse capacities that we have been connected with the Common European Framework of Reference (CEFR) since it was setup by the Council of Europe in 2001, and later recognised by the European Union. We have had the opportunity to explain, comment on, recommend, apply, defend and/or criticise a tool whose originality is to have brought up a theoretical and programmatic structure considered to be cross-cutting to languages taught in Europe, be they national, regional, European, or not, at a time when political enlargement towards Eastern Europe was in progress. The power of this tool has been perceived outside Europe, and sometimes even imitated. It has generated different pedagogical productions and reflections (for example the *European Language Portfolio* (ELP)), among other documents, in specific places as the European Centre for Modern Languages (ECML) at Graz (Austria).

Such vigour, influence, and political legitimacy, are not only a result of a process of progressive construction of the 1990s based on a substantial groundwork that was built out of published and commented preliminary reports, but also of meetings and consultations between different levels of actors. Over the years, tested by different situations and challenges related to language teaching and learning, choices connected with different levels of educational policies, as well as political and economic changes of the last two decades, the orientations that the CEFR has contributed to have set off a chain of reflections, adjustments and criticisms.

The CEFR recently had a “Companion Volume”. In a letter dated May 2017, actors concerned with the teaching and learning of languages, university teachers and researchers (87 individual and 7 institutional signatories) addressed an Open letter (*The expanded CEFR project: a not so good initiative by the Council of Europe / Le projet d'amplification du CEFR: une fausse bonne initiative du Conseil de l'Europe*) to the Higher Education and Research Division of the Council of Europe and the Division of Education Policies. The letter not only outlined a number of key areas where vigilance is required and which are related to the ethical, political

and scientific implications of the Expanded CEFR but also referred to its possible usage or even politicisation, *a fortiori* within the framework of changing questionings in the Europe of the years 2010s and 2020s, that the tool only barely addresses. The Open Letter was therefore requesting some form of better structured consultation on the relevance of such a project prior to massive publicity given to the Expanded Volume.

The collective alert issued by our Open Letter received no response from any of its addressees

Besides, we observe that, contrary to the rich debates that the CEFR produced, the consultation organised by the Council of Europe and which gave birth to this “Expanded Volume”, has made no room for discussing the basis/foundations, the principles, in short, the very essence of the project, given the possible instrumentalizations of which it could be an object.

In spite of these different points which should normally attract everyone’s attention and call for caution, the project is rather enjoying a widely publicised official launching, as attest the webinar « *The CEFR Companion Volume and Practical Considerations for Implementation* », organized in January 2018 and the Launching Conference of the CEFR Companion Volume with new descriptors, « *Building Inclusive Societies through Enriching Plurilingual and Pluricultural Education*», Strasbourg (France) - May, 16-18th 2018.

We do not doubt the fact that the Council of Europe, by its very mission and history, is particularly anxious to respect democratic dialogue in the construction of its projects. As a democratic institution and guarantor of democracy, it is therefore directly responsible for authorising the expression, and the taking into account of, the diversity of positions, especially when the latter are dissensual.

It is on the basis of this fundamental principle that we request that the present *Open Letter*, and the original longer version, be brought to the attention of participants at the above-mentioned launching conference, in the hope that an open and dialectical debate will subsequently bring together the Council of Europe and the signatories of the Open Letter.

May, 10th 2018

ACEDLE (*Association des chercheurs et enseignants didacticiens des langues étrangères*)
ASDIFLE (*Association de didactique du français langue étrangère*)
Transit-Lingua (*Association Travaux en Réseaux, Approches Nouvelles en Situations Interculturelles et Transnationales*)